

Des avocat.e.s britanniques demandent au gouvernement de faire pression en faveur dâ??un cessez-le-feu Ã Gaza

Description

Les signataires de la lettre ouverte exhortent Ã©galement les ministres Ã mettre un terme aux ventes dâ??armes susceptibles dâ??Ãatre utilisÃ©es en violation du droit international.

Par Harriet Sherwood, le 27 octobre 2023



Le ministre des affaires Ã©trangÃ¨res, James Cleverly, a dÃ©clarÃ© mardi quâ??il ne lui appartenait pas dâ??interprÃ©ter le droit international. Photo : Wiktor Szymanowicz/Shutterstock : Wiktor Szymanowicz/Shutterstock

Plus de 250 juristes britanniques, dont dâ??Ã©minent.e.s avocat.e.s et professeur.e.s de droit, ont demandÃ© au gouvernement britannique de faire pression en faveur dâ??un cessez-le-feu Ã [Gaza](#), estimant que de graves violations du droit international sont commises.

Les avocat.e.s ont Ã©crit au premier ministre, Rishi Sunak, Ã James Cleverly, le ministre des affaires Ã©trangÃ¨res, et Ã Grant Schapps, le ministre de la dÃ©fense, pour leur prÃ©senter ce qui est en fait un avis juridique concernant la [guerre entre IsraÃ«l et le Hamas](#).

Cette dÃ©cision intervient alors que les dirigeant.e.s politiques sont de plus en plus sollicitÃ©s pour demander un cessez-le-feu humanitaire afin de permettre Ã lâ??aide essentielle destinÃ©e aux civils dâ??entrer dans la bande de Gaza. Oliver Dowden, vice-premier ministre, a dÃ©clarÃ© jeudi que le gouvernement prÃ©conisait des Ã« pauses Ã» dans les bombardements, mais quâ??il nâ??Ã©tait pas favorable Ã un Ã« cessez-le-feu plus large Ã».

Keir Starmer est Ã©galement confrontÃ© Ã une pression croissante de la part de toutes les ailes du parti travailliste. [PrÃ©s dâ??un quart des dÃ©putÃ©s travaillistes ont appelÃ© Ã un cessez-le-feu Ã Gaza](#).

Parmi les signataires de la [lettre ouverte](#) figurent Geoffrey Bindman KC, Andrew Hall KC, ancien prÃ©sident de la Criminal Bar Association, et Theodore Huckle, ancien conseiller gÃ©nÃ©ral du Pays de Galles, ainsi que des KC, des partenaires et des directeurs.rices de cabinets dâ??avocat.e.s et des professeur.e.s de droit.

Ils.elles affirment que le gouvernement britannique doit Ã« prendre des mesures urgentes Ã» pour sâ??assurer quâ??il respecte les obligations qui lui incombent en vertu des conventions de GenÃ¨ve, Ã savoir ne pas encourager, aider ou assister les violations du droit humanitaire international par dâ??autres Ã?tats.

Le gouvernement devrait exercer son influence pour faire pression en faveur d'un cessez-le-feu et d'une reprise immédiate des livraisons de nourriture, d'eau, de médicaments et de carburant à Gaza, indique leur lettre.

Les avocats demandent également au gouvernement de mettre fin aux ventes d'armes à [Israël](#), qui pourraient être utilisées pour commettre de graves violations du droit humanitaire international.

La lettre de 10 pages contient une analyse détaillée des actions du gouvernement israélien à Gaza depuis que le Hamas a lancé son assaut meurtrier contre Israël le 7 octobre.

Les atrocités commises par le Hamas constituent une violation grave du droit international, mais la lettre ajoute : « La commission par l'une des parties d'un crime contre l'humanité est une violation grave du droit international humanitaire : La commission par une partie d'un conflit y compris un groupe armé de violations graves du droit international humanitaire ne justifie toutefois pas leur commission par une autre partie. »

L'ampleur des pertes en vies humaines et des blessures à Gaza, en particulier chez les femmes et les enfants, ainsi que les dégâts considérables causés aux infrastructures et aux biens civils, témoignent de violations manifestes du droit international humanitaire.

La lettre cite des déclarations de hauts responsables du gouvernement et de l'armée israéliens, tels que Yoav Gallant, le ministre israélien de la Défense, qui a déclaré qu'il avait « relâché toutes les contraintes », que les militaires israéliens « combattent des animaux humains et agiront en conséquence », et que le plan consiste à « tout éliminer ».

La lettre dit : « De telles déclarations indiquent une intention de ne pas être lié par les principes fondamentaux du droit international, et une intention de s'engager dans une punition collective illégale ».

Elle ajoute : « La privation de nourriture d'une population civile en tant que méthode de guerre, y compris le fait d'empêcher délibérément l'acheminement de secours adéquats, comme le fait Israël à Gaza, est strictement interdite par le droit international coutumier et constitue un crime de guerre ».

M. Bindman a ajouté : « Il s'agit d'une alerte importante de la part de nombreuses organisations de la société civile : Il s'agit d'une alerte importante de la part de nombreux membres de la communauté juridique sur le fait que de graves violations du droit international humanitaire sont actuellement commises à Gaza et que le gouvernement britannique est également tenu de respecter et de faire respecter le droit international humanitaire en toutes circonstances », a déclaré M. Bindman.

« Cela signifie que le gouvernement britannique doit user de son influence pour prévenir et faire cesser les violations de ce droit par Israël et le Hamas ».

Stephen Kamlisch KC, un autre signataire de la lettre, a déclaré que la réponse d'Israël aux atrocités commises par le Hamas « pourrait apparaître des crimes de guerre ».

« Il s'agit notamment du blocage de la nourriture, de l'eau, des médicaments et du carburant, des services essentiels à la survie, ainsi que du ciblage et du bombardement des zones résidentielles et des voies d'évacuation des civils. Il est très difficile de conclure autrement qu'Israël se livre à une punition collective illégale à l'encontre de la population palestinienne ».

Laura Dubinsky KC a déclaré qu'il y avait « de graves implications morales et juridiques dans la conduite des opérations militaires d'Israël à Gaza qui, comme le montrent le nombre de morts et l'ampleur des destructions, touchent les civils de manière disproportionnée ».

Les actions d'Israël à Gaza font l'objet de critiques croissantes de la part des experts juridiques. D'éminentes juristes du monde entier ont fait partie des centaines d'universitaires qui ont signé une déclaration publique le 15 octobre, mettant en garde contre la possibilité qu'un génocide soit commis à Gaza.

Lord Neuberger, ancien président de la Cour suprême, est l'un des huit éminents juristes juifs qui ont averti Israël qu'il devait respecter les obligations du droit international dans le cadre de ses opérations à Gaza.

Harriet Sherwood écrit sur les arts et la culture pour *The Guardian*. Elle a été correspondante à Jérusalem, rédactrice en chef pour les affaires étrangères et rédactrice en chef pour les affaires internationales.

Source: [The Guardian](#)

Traduction ED pour l'Agence Média Palestine

date créée
2023/11/07